

Séance du Conseil Municipal du 24 octobre 2008

Présents: DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SALTON Gérard, VRIGNON Bertrand, VALLAURI Jean- Claude, BLOUET Yves, CAVANI Michelle, DEBOST Bernard, DORDE Maéva, DOTTAÏN Laurence, DUQUESNE Céline, HAVARD-CORBIERE Chantal, PASTOR Nicole, REYNAUD Gilles, SIMON Raphaël, SOUMATI Marie-Christine, ZIZZO François.

Procurations :

M. REYNAUD Gilles au Dr. DONADEY Pierre
Mme HAVARD-CORBIERE Chantal à M. SALTON Gérard

Absent :

M. BLOUET Yves

Secrétaire :

Mme PASTOR Nicole

Ouverture de la séance du Conseil Municipal à 20h30.

Lecture du PV du dernier conseil municipal du 25 septembre 2008 :

Monsieur le Maire donne lecture du PV qui sera disponible sur le site Internet de la commune.

Adoption du PV : 15 pour, un contre : Madame Michèle CAVANI

Séance du Conseil Municipal du 24 octobre 2008

Ouverture de la séance :

Sont retirées :

- une délibération relative à la vente d'un tracteur;
- une délibération relative au choix de l'entreprise pour la rénovation de la toiture de la médiathèque;

Sont rajoutées :

- une délibération relative à une demande de subvention au conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur concernant le dossier de l'église;
- une délibération relative à une demande de subvention au conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur concernant le dossier du passage sous voûte rue du Château ;
- une délibération relative à la limitation de la population féline libre ;
- une motion relative aux nuisances générées par les pigeons ;
- une délibération relative à une modification de la délibération de la taxe de raccordement à l'égout ;
- une délibération relative à un rectificatif de la commission jeunesse ;
- une délibération relative à une admission en non valeur M 14 ;
- une délibération relative à un virement de crédits Budget M 14 ;
- une délibération relative à un virement de crédits Budget M 49 ;

Madame PASTOR Nicole est élue secrétaire de séance.

Ordre du jour :

1^{er} point : Acquisition d'un véhicule pour les services techniques :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'état d'un véhicule des services techniques.

Ce véhicule, anciennement de transport en commun, avait été transformé en véhicule utilitaire.

Il n'est aujourd'hui plus admis au contrôle technique du fait de normes plus strictes.

Monsieur le Maire propose de le remplacer et d'acquérir un véhicule de faible kilométrage dont le coût s'élève à 9 700 € TTC.

Il propose de solliciter du conseil général des alpes maritimes une subvention exceptionnelle la plus élevée possible.

Une délibération est nécessaire pour solliciter cette subvention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à solliciter cette subvention et à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

2^{ème} point : Acquisition d'un véhicule de police municipale :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'état du véhicule de la police municipale.

Le véhicule actuel est vétuste et le coût des réparations est trop élevé par rapport à son kilométrage.

Monsieur le Maire propose de le remplacer et d'acquérir un véhicule de faible kilométrage dont le coût s'élève à 10 900 € TTC.

Il est possible d'obtenir du conseil général des alpes maritimes une subvention de 45% du montant HT subventionnable de cette acquisition, soit 3 943 €.

Une délibération est nécessaire pour solliciter cette subvention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Approuve le plan de financement suivant, (détaillé en annexe) :

- Commune :	4 820.38 €
- Conseil général :	3 943.00 €
- Montant subventionnable HT :	8 763.38 €
- Montant total TTC :	10 900.00 €

Autorise monsieur le Maire à solliciter cette subvention et à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

3^{ème} point : Modification des statuts de la Communauté de Communes : Compétence création d'équipements culturels et sportifs :

Le conseil municipal,

VU l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 créant la Communauté de Communes du Pays des Paillons,

VU la délibération n° 050701 du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays des Paillons définissant l'intérêt communautaire pour chacune des compétences de la communauté de communes et créant une septième compétence intitulée « création d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »,

VU la délibération n° 080709 du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays des Paillons portant sur le remplacement du projet de réalisation d'une salle polyvalente à l'Escarène, inscrit dans la convention territoriale établie entre le conseil général et la Communauté de Communes, par celui d'une salle polyvalente à Berre les Alpes,

Vu la délibération N° 080901 du 29 septembre 2008 du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays des Paillons adoptant la modification des statuts au niveau de l'article 8, paragraphe C, alinéa 3,

CONSIDERANT l'intérêt de mettre en œuvre un programme plus développé d'équipements culturels et sportifs,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire pour ce faire de modifier la compétence communautaire « création d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »,

CONSIDERANT que cette modification doit permettre d'engager des programmes d'investissement correspondants aux objectifs d'aménagement et de développement du pays des Paillons,

Où l'exposé de monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ADOpte la modification suivante des statuts de la Communauté de Communes :

Article 8 :

C - Compétences facultatives :

3. Création et aménagement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire :

Sont d'intérêt communautaire les équipements culturels et sportifs qui font partie d'un programme d'investissement décidé et engagé par la Communauté de Communes, correspondant aux objectifs inscrits dans la charte de développement durable du pays des Paillons et revêtant un caractère structurant à l'échelle du territoire communautaire.

4^{ème} point ; Statut des pistes DFCI :

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal que les pistes DFCI n'ont aucun statut juridique.

Ces pistes sont entretenues par le Conseil général des alpes maritimes sans droits ni titres, en toute illégalité.

Il informe que le Conseil général des alpes maritimes et les communes sont demandeurs d'une DUP, Déclaration d'Utilité Publique, prise par monsieur le Préfet des alpes maritimes dans les meilleurs délais pour une servitude d'utilité publique « DFCI ».

Monsieur le Maire propose qu'une motion soit votée pour demander cette DUP qui mettra un terme à la situation juridique imprécise de ces pistes.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Où l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte la motion telle qu'exposée ci-dessus.

5^{ème} point ; Motion concernant l'élaboration du SCOT :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la Communauté de Communes du Pays des Paillons est en train d'établir le SCOT, Schéma de Cohérence Territoriale.

Il propose que la motion suivante soit votée :

« L'ensemble du conseil municipal souhaite que soit pris en compte le déséquilibre existant au sein du territoire étudié afin que le SCOT permette le rééquilibrage et l'équité entre toutes les communes. Compte tenu du développement inégal des communes composant le Pays des Paillons, le conseil municipal demande avec insistance que le SCOT qui sera établi prenne en compte les spécificités de la commune de L'Escarène et soit un facteur de rééquilibrage et d'équité entre toutes les communes pour une meilleure croissance, mixité et stabilité des populations ».

LE CONSEIL MUNICIPAL, Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte la motion telle qu'exposée ci-dessus.

6^{ème} point : Réalisation d'un film documentaire :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal d'une proposition de réalisation d'un film documentaire d'une durée de six à huit minutes sur la commune.

Ce petit film aiderait à la promotion du village dans beaucoup de domaines : des lieux, des sites, des activités sont à montrer et quelques personnes pourraient intervenir.

Monsieur le Maire propose d'opter pour sa réalisation dont le coût s'élève à 3 000 € TTC.
Il est possible d'obtenir du conseil Général des Alpes maritimes une subvention de 50% de ce montant, soit 1 500 €.

Une délibération est nécessaire pour solliciter cette subvention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Approuve le plan de financement suivant:

- Commune :	1 500 €
- Conseil Général :	1 500 €
- Montant total :	3 000 €

Autorise monsieur le Maire à solliciter cette subvention et à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

7^{ème} point : Cessions de terrain Allée de Verdun :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal du projet de construction de quatre habitations, allée de Verdun.

Ces futures maisons se situant face au groupe scolaire « Les Tilleuls », il a été demandé aux futurs acquéreurs et pétitionnaires des demandes de permis de construire de céder une parcelle de leur terrain aux fins d'agrandissement de la voie et de création d'un trottoir pour des raisons de sécurité évidentes.

Ceux-ci se sont engagés à céder, pour un euro symbolique, la partie du terrain qui les concerne.

Ainsi :

Pour le permis PC 006 057 08 G 0010, référence cadastrale actuelle C 92 partie - Titulaire : SUE Monique, 340 chemin de la Tour 06480 LA COLLE SUR LOUP, la partie cédée est de 50 m² environ.

Pour le permis PC 006 057 08 G 0011, référence cadastrale actuelle C 92 partie - Titulaire : PERETTI Alix, 1 rue Defly 06000 NICE, la partie cédée est de 58 m² environ.

Pour le permis PC 006 057 08 G 0012, référence cadastrale actuelle C 92 partie - Titulaire : MARI Jeanine, 10 chemin François Ferry 06230 VILLEFRANCHE SUR MER, la partie cédée est de 56 m² environ.

Pour le permis PC 006 057 08 G 0013, référence cadastrale actuelle C 92 partie - Titulaire : SUE Geneviève, 369 chemin de la Tour 06480 LA COLLE SUR LOUP, la partie cédée est de 56 m² environ.

Une délibération est nécessaire pour autoriser monsieur le Maire à signer les actes de cession correspondants ainsi que tous documents afférents.

Les démarches et frais afférents sont à la charge de la commune, celle-ci assurant également les travaux de revêtement de chaussée et de trottoir sur les parties cédées.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à signer ces actes de session, effectuer toutes démarches correspondantes et signer tous documents afférents.

8^{ème} point ; Assistance technique pour la station d'épuration ; Choix du Prestataire:

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les démarches effectuées concernant la recherche d'un prestataire pour l'assistance technique d'aide à l'exploitation de la station d'épuration.

Il propose la signature d'une convention avec le bénéficiaire pour une durée de un an et de choisir la société Degremont Services S.A.S. 116, rue des Houtraits 92508 RUEIL – MALMAISON Cedex.

Les coûts des prestations figurent à l'article 6 de la convention ci-joint annexée.

Une délibération est nécessaire pour désigner cette société.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

9^{ème} point ; Budget M 14 Commune ; Admission en non valeur :

Le conseil municipal appelé à délibérer sur des factures impayées d'un montant total de 242.42 € correspondant à des demandes de règlement de l'année 2007,

Considérant l'impossibilité de recouvrement invoquée par le Trésorier et compte tenu de l'ancienneté de ces dettes,

Sur proposition de monsieur le Maire de bien vouloir admettre cette somme en non valeur,

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Accepte d'admettre en non valeur cette somme de 242.42 €; (Budget M 14).

10^{ème} point ; Budget M 14 Commune ; Admission en non valeur, rectificatif délibération du 25 septembre 2008 :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 25 septembre 2008 concernant une admission en non valeur.

Suite à une erreur matérielle, il convient de redélibérer afin de rectifier les montants :

Le conseil municipal appelé à délibérer sur des factures impayées d'un montant total de 138.88 €, (au lieu de 41.99 €), correspondant à des demandes de règlement de l'année 2006,

Considérant l'impossibilité de recouvrement invoquée par le Trésorier et compte tenu de l'ancienneté de ces dettes,

Sur proposition de monsieur le Maire de bien vouloir admettre cette somme en non valeur,

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Accepte d'admettre en non valeur cette somme de 138.88 € (Budget M 14).

Rapporte la délibération du 25 septembre portant sur le même objet.

11^{ème} point ; Budget M 49 Eau assainissement ; Admission en non valeur :

Le conseil municipal appelé à délibérer sur des factures impayées d'un montant total de 771.11 € correspondant à des demandes de règlement de plusieurs factures d'eau des années antérieures,

Considérant l'impossibilité de recouvrement invoquée par le Trésorier et compte tenu de l'ancienneté de ces dettes,

Sur proposition de monsieur le Maire de bien vouloir admettre cette somme en non valeur,

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Accepte d'admettre en non valeur cette somme de 771.11 € (Budget M 49).

12^{ème} point ; Budget M 49 Eau assainissement ; Admission en non valeur, rectificatif délibération du 25 septembre 2008 :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 25 septembre 2008 concernant une admission en non valeur.

Suite à une erreur matérielle, il convient de redélibérer afin de rectifier les montants :

Le conseil municipal appelé à délibérer sur une facture impayée d'un montant de 41.99 €, (au lieu de 138.88 €), correspondant à une demande de règlement de l'année 2004,

Considérant l'impossibilité de recouvrement invoquée par le Trésorier et compte tenu de l'ancienneté de cette dette,

Sur proposition de monsieur le Maire de bien vouloir admettre cette somme en non valeur,

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Accepte d'admettre en non valeur cette somme de 41.99 € (Budget M 49).

Rapporte la délibération du 25 septembre portant sur le même objet.

13^{ème} point : Taxe sur la publicité :

Le conseil municipal,

Vu l'article 171 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie,

Considérant l'article 171 de la loi de modernisation de l'économie, codifié aux articles L.2333-6 à 16 du Code Général des Collectivités Territoriales, créant une nouvelle taxe, la taxe locale sur la publicité extérieure, remplaçant, à compter du 1er janvier 2009 :

- la taxe sur la publicité frappant les affiches, réclames et enseignes lumineuses, couramment dénommée « taxe sur les affiches »,
- la taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes,

Considérant que :

La nouvelle taxe locale sur la publicité extérieure concerne les dispositifs suivants :

- les dispositifs publicitaires,
- les enseignes,
- les pré enseignes.

Elle est assise sur la superficie exploitée, hors encadrement et que sont exonérés :

- les dispositifs exclusivement dédiés à l'affichage de publicités à visée non commerciale ou concernant des spectacles,
- les enseignes, si la somme de leurs superficies est égale au plus à 7 m² - sauf délibération contraire -
- .

Il est précisé que le Conseil municipal peut décider d'exonérer, ou de faire bénéficier d'une réfaction de 50 %, une ou plusieurs des catégories suivantes :

- les enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme de leurs superficies est égale au plus à 12 m²,
- les pré enseignes d'une surface supérieure à 1,5 m²,
- les pré enseignes d'une surface inférieure ou égale à 1,5 m²,
- les dispositifs dépendant des concessions municipales d'affichage,
- les dispositifs apposés sur des mobiliers urbains.

Par ailleurs, les enseignes dont la somme des superficies est comprise entre 12 m² et 20 m² peuvent faire l'objet d'une réfaction de 50 %.

Considérant que des tarifs maximaux (par m², par an et par face) ont été fixés par le nouveau texte législatif.

Oùï l'exposé de monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide:

- D'instaurer sur le territoire de la commune, à compter du 1er janvier 2009, la taxe locale sur la publicité extérieure.
- De taxer les enseignes, dont la somme de leurs superficies est égale au plus à 7 m².
- De fixer ainsi les tarifs :

-1) Dispositifs publicitaires et pré enseignes non numériques : 100 % du tarif maximal, soit en 2009, 15 euros par m² et par an,

-2) Dispositifs publicitaires et pré enseignes numériques : 100 % du tarif maximal, soit en 2009, 45 euros par m² et par an,

-3) Enseignes égale au plus à 12 m² : 100 % du tarif maximal, soit en 2009, 15 euros par m² et par an,

-4) Enseignes comprises entre 12 et 50 m² : 100 % du tarif maximal, soit en 2009, 30 euros par m² et par an,

-5) Enseignes de plus de 50 m² : 100 % du tarif maximal, soit en 2009, 60 euros par m² et par an.

14^{ème} point ; Liste des commissaires pour la commission communale des impôts directs ; CCID :

Monsieur le Maire informe l'assemblée que suite au renouvellement du Conseil Municipal, et conformément au Code Général des Impôts, il convient de dresser la liste de 32 commissaires, (16 titulaires et 16 suppléants) pour établir la Commission Communale des Impôts directs.

Le Directeur des Services Fiscaux désignera 16 commissaires, (8 titulaires et 8 suppléants), qui constitueront cette Commission Communale des Impôts directs.

Sur proposition de monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité, ont été désignés:

COMMISSAIRES TITULAIRES

ARNULF Bernard (propriétaire de bois)
BARET Andrée
BARNOIN Michelle
BARRAYA Roger (domicilié à NICE)
BELLOMIA Jean-Pierre
BERMOND Jean-Claude
BERMONT Adrien
BOHER Jean
BROUILLARD Ginette
CAGNAZZO Daniel
COLLUCINI Evelyne
FARAUT Jean Marie
GAGLIO Louis
GIUGE Robert
RISSO Jacques
VERAN Bernard

COMMISSAIRES SUPPLEANTS

ARIS Georges
BAREL Jean-Paul
BASSO Alain
BOHER Charles (propriétaire de bois)
DALL'O Hubert
DUTERTRY Alain
GAGLIO Yvette
HORACEK Hélène
ISOART Philippe
MAUREL Eric (domicilié à BERRE LES ALPES)
MAUREL Marcelle
PAPA Brigitte
PASTOR Jean
POTOT Jacqueline
PRADEL Albert
TOESCA Marie-Thérèse

15^{ème} point ; Budget M 14 Commune : Virements de crédits :

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal d'une observation de la Trésorerie l'informant d'un manque de crédits à l'article 20415 « Subvention d'équipement Groupement » du budget primitif 2008 M 14 de la commune.

Il s'agit d'abonder cet article pour mandater le SILCEN concernant sa prestation relative à l'assainissement non collectif.

Différentes opérations comptables sont à effectuer :

Section d'investissement dépenses :

Article 2111 « Terrains nus » : - 7 000 €

Article 20415 « Subvention d'équipement Groupement » : + 7 000 €

Une délibération est nécessaire pour approuver ces modifications.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

16^{ème} point ; Budget M 49 Eau et assainissement ; Virements de crédits :

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal d'une observation de la Trésorerie l'informant d'un manque de crédits au chapitre 011 « Charges à caractère général » du budget primitif 2008 M 49 de la commune.

Il s'agit d'abonder divers articles de ce chapitre.

Différentes opérations comptables sont à effectuer :

Section fonctionnement dépenses :

Article 615 «Entretien et réparations » :	+ 14 000 €
Article 6226 « Honoraires » :	+ 5 000 €
Article 637 « Autres impôts » :	+ 7 000 €
Chapitre 023 « Autofinancement complémentaire Investissement » :	- 26 000 €

Section investissement recettes :

Chapitre 021 « Autofinancement complémentaire Investissement » : - 26 000 €

Section investissement dépenses :

Article 2313 « Programme 04-03 Réfection réseaux village » : - 26 000 €

Une délibération est nécessaire pour approuver ces modifications.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

17^{ème} point ; Limitation de la population féline libre :

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal la nécessité pour la commune de se doter d'un prestataire pour la stérilisation de la population des chats en liberté.

Il informe ses collègues des recherches effectuées et de la proposition faite par l'association « Vétérinaires pour tous », Clinique vétérinaire, Les Fades, 365 avenue Jacques Monod 06610 LE CANNET.

Il donne lecture de la convention à passer entre la commune et cette société dont les prestations et les moyens mis en œuvre sont satisfaisants.

Les honoraires des vétérinaires sont pris en charge à 50% par le Conseil Général des Alpes maritimes.

Après examen, il est convenu de plafonner la participation communale à 500 € par an au maximum.

Une délibération est nécessaire pour autoriser monsieur le Maire à signer cette convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte, dans la limite d'une participation maximale de la commune de 500 € par an ;

Autorise monsieur le Maire à signer cette convention pour une durée de un an, à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

18^{ème} point ; Lutte contre la prolifération des pigeons :

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal la nécessité pour la commune de lutter contre la prolifération des pigeons.

Suite à la demande de plusieurs particuliers et après renseignements pris auprès de la Société de Défense des Animaux, la SDA, et de la Ligue de Protection des Oiseaux, la LPO, il est nécessaire de procéder à un recensement de tous leurs lieux de nidification.

Monsieur le Maire invite la population à s'associer à cette démarche, permettant ainsi à l'avenir de réduire la nuisance de ces oiseaux.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte.

19^{ème} point ; Passage sous voûte Rue du Château ; demande de subvention à la Région :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet de création d'un passage sous voûte rue du Château.

Le coût global de cette opération s'élève à un montant prévisionnel de 241 260 € HT.

Il rappelle que le Conseil Général des Alpes Maritimes et l'Etat, DGE, sont susceptibles de financer une partie des dépenses.

Monsieur le Maire informe le conseil qu'il est possible également de solliciter du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur une subvention complémentaire pouvant aller jusqu'à 20% du montant du projet.

Une délibération est nécessaire pour approuver le nouveau plan de financement de cette opération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Approuve le plan de financement prévisionnel ci-dessous :

Etat, DGE :	96 000 €
Conseil général des Alpes-maritimes :	65 367 €
Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur :	31 641 €
Total subventions plafonné à 80% du HT :	193 008 €
Part communale ; (emprunt ou fonds propres) :	48 252 €

Montant total HT :

241 260 €

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

20^{ème} point : Travaux Eglise et chapelles attenantes : demande de subvention à la Région :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet de réhabilitation de l'église Saint Pierre Es Liens et des chapelles attenantes.

Le coût global de cette opération s'élève à un montant prévisionnel de 1 610 000 € HT.

Il rappelle que le Conseil Général des Alpes Maritimes et la DRAC, Direction Régionale des Affaires Culturelles sont susceptibles de financer une partie des dépenses.

Monsieur le Maire informe le conseil qu'il est possible également de solliciter du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur une subvention complémentaire pouvant aller jusqu'à 20% du montant du projet.

Une délibération est nécessaire pour approuver le nouveau plan de financement de cette opération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Approuve le plan de financement prévisionnel ci-dessous :

Etat, DRAC :	645 254 €
Conseil général des Alpes-maritimes :	473 568 €
Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur :	169 178 €

Total subventions plafonné à 80% du HT :	1 288 000 €
Part communale ; (emprunt ou fonds propres) :	322 000 €

Montant total HT :	1 610 000 €
--------------------	-------------

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

21^{ème} point : Taxe de raccordement à l'égout (PRE) ; Modificatif :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les délibérations des 15 juin 2005 et 01^{er} août 2008 relative à l'institution d'une participation au raccordement à l'égout, (PRE), telle que prévue par les articles L 35-4 et L 35-5 du Code de la santé publique et les articles 8 et 15 du règlement de l'assainissement.

Suite à une observation des services de la DDE, Il propose que cette participation soit rectifiée et complétée comme suit :

- pour une construction à usage d'habitation ou des bâtiments à usage de bureaux ou commerces, montant de la PRE : 1 300 € par unité de logement, de bureau ou de commerce.
- pour les hôtels et établissements de santé, montant de la PRE : 1 300 €, majoré de:
 - pour les hôtels un montant de 500 € pour 4 chambres.
 - pour les établissements de santé un montant de 500 € pour 3 chambres.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ADOpte la modification de cette taxe avec les modalités définies ci-dessus.

Le règlement de cette taxe devra avoir lieu dès la réalisation des travaux à réception du titre de recettes.

AUTORISE monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

22^{ème} point ; Commission communale Jeunesse ; rectificatif :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les délibérations des 29 mars et 25 septembre 2008 relatives à l'élection des représentants des diverses commissions communales.

Il convient de rectifier la composition de la commission communale de la jeunesse en rajoutant les noms de mesdames Michèle CAVANI et Nicole PASTOR.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte la composition de la commission communale de la jeunesse comme suit;

COMMISSION JEUNESSE :

Responsable animateur : Madame SOUMATI Marie Christine

BLOUET Y. / CAVANI M. / DOTTAI N. / PASTOR N. / SOUMATI M.C. / ZIZZO F.

Questions diverses :

Monsieur le Maire informe l'assistance des travaux qui vont commencer rue du Château, (eau, assainissement et électricité), qui vont durer jusqu'au mois de mai prochain.

Un nouveau revêtement de chaussée sera effectué en septembre 2009.

**Le Conseil Municipal ayant examiné tous les points mis à l'ordre du jour, la séance est levée.
De nombreuses questions ont été posées auxquelles la municipalité a répondu.**